



## PRISE DE PAROLE DU 31 JANVIER 2023 : Pour l'UNSA :

La réforme des retraites présentée par Élisabeth Borne c'est d'abord et avant tout une mesure paramétrique punitive pour les salariés. C'est la réforme des retraites la plus dure et aux conséquences les plus injustes pour les salariés. Depuis plusieurs mois, l'UNSA et toutes les organisations syndicales, se sont mobilisées pour dénoncer ce projet.

Les salariés du privé tout comme les agents de la fonction publique ne veulent ni du recul de l'âge de départ en retraite, ni de l'allongement de la durée de cotisation pour espérer une retraite à taux plein.

Aujourd'hui nous sommes encore des milliers partout en France pour cette deuxième journée de mobilisation et surtout nous ne sommes pas seuls. Car les Français ont bien compris et ne s'y trompent d'ailleurs pas. Les sondages le montrent les uns après les autres : les Français rejettent largement la réforme.

Le système est-il en faillite ?

Avec un déficit possible de 3,5 % dans quelques années, il n'y a ni péril en la demeure, ni urgence à agir. D'autres solutions ont été évoquées, par l'UNSA et toutes les autres organisations syndicales. Balayées d'un revers de main !

Ce que le gouvernement n'a pas compris, c'est que s'attaquer à la retraite c'est s'attaquer à quelque chose de précieux pour les travailleuses et travailleurs. C'est la perspective après une vie de labeur, d'avoir un peu plus de temps à soi, pour prendre soin de soi et de ses proches. Cette chance n'est aujourd'hui pas offerte à des milliers de salariés arrivant déjà fatigués, parfois cassés à la retraite. Sans compter celles et ceux qui n'en profiteront pas du tout ou alors si peu de temps.

Dans une société française fatiguée, lassée des crises qui se succèdent, inquiète face à l'inflation et à sa perte de pouvoir d'achat, Elisabeth Borne prend le risque d'affaiblir, de diviser, de fracturer, d'aggraver l'état de notre société. Ce n'est pas raisonnable Madame la Première ministre ! Et ce weekend vous dites que le report de l'âge légal à 64 ans n'est plus négociable ! C'est insupportable ! Et nous sommes plus d'un million à vous le dire dans notre pétition !

Alors oui, ce projet doit être combattu. Il doit être expliqué, détaillé pour que les millions de Français opposés à la réforme se mobilisent et ne restent pas désabusés mais au contraire s'en trouvent motivés. La réussite de la première journée de mobilisation et le succès de notre participation massive ce jour doit convaincre le gouvernement de retirer ce projet inacceptable.

Une seule exigence : « ni un jour, ni un mois, ni un an de plus ! »